

Pourquoi la France fait-elle face à une vague de plans sociaux ?

Zoé Samin, tf1info.fr, 8 novembre 2024.

<https://www.tf1info.fr/economie/emploi-licenciements-michelin-auchan-ce-n-est-pas-un-hasard-du-calendrier-pourquoi-la-france-fait-elle-face-a-une-vague-de-plans-sociaux-2332859.html>

Visionnage de la vidéo et lecture du texte associé reproduit ci-dessous.

« Auchan, Michelin, Sanofi... Les plans sociaux se multiplient en France cet automne. Des milliers d'emplois vont être supprimés dans les prochains mois. Pour Mathieu Plane, économiste à l'OFCE, "le marché du travail est en train de se retourner".

Près de 2 400 emplois concernés à Auchan, 1 254 à Michelin, 947 à la Société Générale, 502 à Nexity... Depuis le début de l'année 2024, plusieurs géants français annoncent des suppressions de postes les uns après les autres. Une mauvaise nouvelle sur le front de l'emploi et pour des milliers de salariés qui risquent de se retrouver au chômage. Aucun secteur ne semble épargné, de la grande distribution à l'automobile, en passant par l'immobilier. L'Insee a enregistré 25 000 destructions nettes d'emploi au troisième trimestre 2024 et la tendance devrait se confirmer en 2025.

Les apprentis sont de moins en moins nombreux

Ces plans sociaux à répétition ne sont "pas un hasard du calendrier", assure à TF1info Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE - Sciences-Po). Si les grandes entreprises ne sont pas les seules touchées, elles révèlent le "retournement en cours du marché du travail. C'est la contrepartie de plusieurs années anormalement positives", explique-t-il.

Pour lui, deux raisons expliquent cette situation. "Tout d'abord, la politique de l'emploi menée ces trois dernières années a permis une montée en puissance très importante de l'apprentissage." Le nombre de jeunes suivant une formation en alternance est passé de 300 000 en 2018 à un million en 2022, porté par des aides massives de l'État. Problème : dans le projet de loi de finances pour 2025, le gouvernement prévoit 1,2 milliard d'euros d'économies sur ces primes à l'embauche. "Le vivier d'emploi que constituait l'apprentissage va donc disparaître", résume le spécialiste, pour qui ce rattrapage était attendu.

"Depuis 2020, on avait mis l'économie française sous cloche" (Mathieu Plane, économiste)

Deuxième raison à cette vague de licenciements : la fin du "quoiqu'il en coûte" instauré par Emmanuel Macron au début de la pandémie de Covid-19. "Les entreprises ont bénéficié d'un soutien extrêmement fort pendant la crise, comme si on avait mis l'économie française sous cloche. Jusqu'en 2022, il y a donc eu très peu de faillites. Maintenant, quand on relève la cloche, il y a une forte remontée des destructions d'emplois", analyse Mathieu Plane. Avec la disparition du plan d'aides déployé à partir de mars 2020, les entreprises en difficulté n'ont plus d'autre choix que de diminuer leurs effectifs.

La situation politique n'y est pas non plus pour rien dans cette multiplication des plans sociaux. La dissolution de l'Assemblée nationale puis la recomposition politique en plein cœur de l'été "a amplifié les réactions sur le marché du travail et a accéléré les politiques de

réduction d'emplois". Sans que les Jeux olympiques de Paris ne réussissent à inverser le mouvement.

L'OFCE prévoit 143 000 destructions d'emploi en 2025 et une hausse du chômage à 8 %, contre 7,3 % actuellement, si le gouvernement parvient à appliquer son programme d'économie budgétaire. "On est en train de passer d'une politique budgétaire soutenant la croissance à un redressement des comptes. C'est la fin d'un cycle économique", conclut Mathieu Plane. »

Exploitation pédagogique

1. Qu'est-ce qu'un « plan social » ? Vous pouvez vous appuyer sur une recherche en ligne pour répondre.
2. Donnez des exemples de grandes entreprises françaises qui comptent mettre en place des plans sociaux.
3. Combien de pertes nettes d'emplois l'Insee a-t-il enregistré au troisième trimestre 2024 ? Qu'est-ce que cela traduit ?
4. Quelles sont les raisons évoquées par les groupes pour justifier la mise en œuvre de plans sociaux ?
5. Quels sont les secteurs français actuellement en difficulté ? Pourquoi ?
6. Selon Mathieu Plane, quels autres facteurs explicatifs peuvent être avancés ?

Corrigé

1. Un plan social (ou plan de sauvegarde de l'emploi) est une procédure mise en place par une entreprise qui souhaite licencier des salariés pour motif économique et qui, par ce dispositif, cherche à accompagner les salariés concernés (mesures pour les aider à retrouver un emploi ou à se reconverter, formations, plans de départs volontaires).
2. Plusieurs grandes entreprises françaises, comme Auchan ou encore Michelin ont prévu de mettre en place des plans sociaux massifs. Au total, ce sont 2 389 emplois qui devraient être supprimés chez Auchan et 1 254 emplois chez Michelin.
3. L'Insee a enregistré 25 000 destructions nettes d'emploi au troisième trimestre 2024, ce qui suggère que l'économie française a tendance à plus détruire d'emplois qu'à en créer actuellement.
4. Les groupes mettent en avant une perte de compétitivité trop importante par rapport à leurs concurrents. Ils soulignent également que la hausse des coûts de production en Europe (liée à l'inflation, qui a touché notamment le secteur de l'énergie) a réduit leurs marges, les mettant en difficulté financière.
5. Plusieurs filières sont en difficulté actuellement en France : filière automobile, équipementiers ou encore la métallurgie. Ces filières sont soumises à une forte concurrence internationale. Dans le secteur automobile, les constructeurs sont touchés par le ralentissement du marché européen, dans un contexte de concurrence accrue avec les constructeurs asiatiques.

6. Selon Mathieu Plane, l'augmentation des plans sociaux s'explique également par la baisse envisagée des aides accordées aux entreprises lorsqu'elles embauchent un apprenti. Par ailleurs, la fin du « quoiqu'il en coûte » instauré par Emmanuel Macron lors de la pandémie de Covid-19 fait que de nombreuses entreprises perdent progressivement des aides qui leur permettaient de rester rentables : dans ce contexte, elles sont contraintes de licencier. Enfin, la dissolution de l'Assemblée nationale a rendu le contexte très incertain pour les entreprises, ce qui a pu contribuer à accélérer les politiques de réduction d'emplois.